Ville de Genève
Conseil municipal

PR-1194 B

29 novembre 2016

B. Rapport de minorité de M. Alfonso Gomez sur le projet de budget 2017.

Lors du dépôt du projet de budget 2017 par le Conseil administratif, les Verts avaient indiqué leur satisfaction. Le projet de budget respectait les priorités formulées par notre parti: un budget de fonctionnement à l'équilibre; des investissements au minimum de 130 millions; la régularisation des contrats en emplois de solidarité (EdS) et le maintien des mécanismes salariaux.

De plus, le Conseil administratif procédait à un certain nombre de priorités politiques attendues par les Verts, à savoir: le renforcement de l'offre sociale aux familles avec l'effort substantiel que demandent la création de nouvelles places de crèche et la révision de la tarification; le renforcement de la coopération au développement avec l'accroissement de la solidarité internationale pour se rapprocher de 0,7% du budget annuel; la priorité mise en avant par le Conseil municipal en matière de responsabilité solidaire dans les chantiers du second œuvre; l'extension des horaires des casernes du Service d'incendie et de secours (SIS) et l'engagement de 11 nouveaux pompiers dans le corps des SIS demandé également par le Conseil municipal.

Comme chaque année, le travail de la commission des finances s'est déroulé en deux temps. De septembre à fin octobre la commission a travaillé en parallèle avec les commissions spécialisées, qui n'ont pas présenté d'amendements. Conscients que les chiffres des rentrées fiscales à disposition n'étaient qu'une photographie du budget fin juin, les commissaires ont donc analysé ce projet avec une attention prudente. Il était évident que le résultat positif de 2 millions était la conséquence d'une estimation approximative et que des arbitrages seraient peut-être à envisager lors de la présentation définitive des rentrées fiscales d'octobre, ce qui risquait de modifier ce budget.

Avec les nouvelles estimations du Canton concernant les rentrées fiscales 2017, parvenues début novembre 2016, le projet de budget 2017 laisse apparaître une légère baisse de 6 millions de francs, ce qui a eu pour conséquence de rendre le projet de budget 2017 légèrement déficitaire de presque 4 millions de francs.

Lors de la présentation du projet de budget 2017 dans sa version amendée par le Conseil administratif, les arbitrages dans les différents départements ont ramené un résultat bénéficiaire très proche de l'équilibre, correspondant à des recettes et des charges de 1153 millions de francs. Avec une insuffisance de financement de 48,2 millions de francs.

Certains des arbitrages effectués par le Conseil administratif ne correspondent pas aux attentes des Verts. Ainsi, nous regrettons fortement la baisse de la solidarité internationale, la baisse de l'aide aux primo-arrivants ou encore le renon-

cement aux tarifs de l'énergie en Vitale Vert malgré l'attachement de nos concitoyens de la Ville de Genève pour les énergies renouvelables.

Malgré les efforts réalisés par le Conseil administratif et les sacrifices exigés aux dépens de certaines prestations pour ramener le projet de budget à l'équilibre, ce projet de budget a été refusé par la majorité de droite de la commission des finances.

L'absence de propositions ou d'amendements concrets de la part de cette majorité de droite pose question alors même que le budget de la commune est à l'équilibre et que la dette est maîtrisée.

La Ville de Genève bénéficie en effet d'une notation (ou «rating») AA (soit une très forte aptitude à honorer ses engagements financiers) de la part des agences spécialisées du risque. Elle peut donc prétendre aux taux les plus bas du marché.

Cette bonne notation n'est pas le fruit du hasard, elle résulte d'une situation jugée très saine au regard de la fortune de la Ville de Genève. Preuve supplémentaire est le fait que la Ville de Genève rémunère de très faibles taux d'intérêt sur ces emprunts.

Cette dette maîtrisée est un signe de richesse et de vigueur économique.

Malgré tout, la majorité de droite appelle à une réduction rapide de la dette publique, sans examiner d'éventuelles possibilités d'augmentation des recettes (par exemple, taxes sur l'utilisation des espaces publics, hausse des centimes additionnels). Bien au contraire, elle se contente de proposer des diminutions de revenus (suppression de la taxe professionnelle) ainsi que des diminutions de prestations sans en évaluer les conséquences, pour l'emploi par exemple (coupes dans les subventions). Dans ce débat, la contrainte de la dette n'a pas de fondement financier démontré, elle est politiquement orientée pour s'attaquer aux politiques énergétiques, à la culture, aux prestations sociales, aux aides pour les plus fragiles, comme cela a été démontré par les coupes proposées par la droite ces dernières années.

Cette vision à court terme qui fragilise la cohésion sociale, l'emploi et le développement économique de notre Ville a pourtant été refusée par la population lors des votations du 5 juin 2016 (plus de 60% du corps électoral) qui avaient vu la majorité des citoyennes et citoyens genevois s'opposer aux coupes brutales votées par la droite du Conseil municipal lors du traitement du budget 2016.

Quels sont donc les objectifs de la majorité de droite en refusant de voter le budget équilibré de la Ville de Genève?

La majorité de droite souhaite-t-elle mettre en difficulté la commune alors même que nous devons faire face aux défis complexes qui s'annoncent?

L'enviable situation économique et la croissance de notre région ont pour corollaire un accroissement de la population et un renforcement du rôle de notre Ville de Genève en tant que «ville-centre», devenant un pôle d'attraction pour un bassin important de 950 000 habitant-e-s avec ses besoins en infrastructures, en logements, en transports publics, dans les domaines du social, de la culture, du sport, de la sécurité et de toutes les prestations publiques indispensables au bien-être de la population.

Paradoxalement, la croissance économique fait apparaître un accroissement des inégalités et une paupérisation d'une partie de la population.

En 2014, 63 904 personnes ont bénéficié de prestations sociales au sens large à Genève. Plus de la moitié des bénéficiaires habitent en Ville de Genève.

Pour faire face à ce défi et répondre aux projets et aux besoins des acteurs économiques et de la population, la Ville de Genève a besoin d'une situation politique et budgétaire stable. Refuser de voter le budget équivaut à fragiliser les institutions. Les incidences seront concrètes: pas d'augmentation de postes pour les sapeurs-pompiers, pas d'intégration des postes EdS, paralysie de nombreux projets, accroissement du travail de l'administration obligée de gérer les douzièmes provisionnels.

Afin de permettre à la Ville de Genève d'assurer l'ensemble des prestations attendues par la population et de refuser la stratégie de la majorité de droite consistant à déstabiliser nos institutions, les Verts recommandent d'accepter le budget 2017 présenté par le Conseil administratif.